beazley

Article

La Couverture des violences politiques, une garantie encore trop peu souscrite

Maxime Hayes • October 16, 2023

Cette année encore, l’actualité a montré que notre monde est constamment agité, voire bousculé par des évènements sociaux et des crises politiques. Nul besoin d’aller aux antipodes pour être confronté à cette réalité : les récentes actions sociales en France (Gilets jaunes, réforme de la retraire, marche pour le climat, mort du jeune Nahel…), la guerre aux portes de l’Europe (Ukraine-Russie), et les actions belliqueuses au sein même du Vieux Continent (Serbie-Kosovo) en témoignent.

De tels mouvements ont toujours existé et ponctué l’actualité, mais l’intensité de ces derniers évènements et l’extrême violence utilisée ont remis au centre du jeu la couverture Terrorisme et Violences Politiques. Cette intensité croissante sur les dix dernières années, portée par les réseaux sociaux, marque le début d’une nouvelle ère où s’entremêlent crise sociale sur fonds d’inflation, transformation des équilibres géopolitiques dans un monde se polarisant (cf. la montée en puissance des BRICS), méfiance voire hostilité à l’égard des politiques et des dirigeants, transition énergétique, dans un contexte où les préoccupations environnementales de la population font émerger un activisme décomplexé.

Différentes études récentes révèlent que les entreprises sont de plus en plus sensibles à ces évolutions et s’inquiètent davantage du risque lié aux Violences Politiques, plaçant celui-ci dans le TOP 5 de leurs préoccupations. Cette inquiétude, loin d’être anodine, est étayée par des chiffres simples mais parlants : 48 pays (sur 170+ pays) ont vu leur risque de troubles civils augmenté significativement en 2022*, la plus grosse augmentation jamais enregistré par ces derniers. Par ailleurs, 132 pays ont connu des protestations antigouvernementales significatives depuis 2017 **; enfin les incidents de violences politiques ont augmenté de 27% dans le monde en 2023 ***..

Tout d’abord, qu'entend-on par "Violences Politiques et Terrorisme" ?

Le terme ‘Violences Politiques’ englobe les actes de terrorisme et de sabotage, les grèves, les émeutes, les mouvements populaires, les mutineries, les coups d’état, les révolutions, et les rébellions, les guerres et les guerres civiles.

Nous pouvons regrouper ces évènements en 4 grandes familles en fonction de leur ampleur et leur intensité:

- **Le Sabotage & Terrorisme (S&T);**
- **Les Grèves, Emeutes, Mouvements Populaires (GEMP);**
- **La Révolution, Rébellion, Coup d’Etat et Insurrection;**
- **La Guerre (incluant la guerre civile).**

Tous ces évènements peuvent être couverts au sein d’une même police d’assurance, ou à travers différents programmes ou montages en fonction des besoins des assurés et des offres des différents assureurs. Cependant, un certain nombre d’idées fausses continue de circuler, et les entreprises sont parfois mal informées. Ci-dessous trois exemples d’affirmations erronées que nous entendons couramment et que l’équipe Terrorisme et Violences Politiques de Beazley souhaite corriger :

"Ces risques sont déjà couverts dans ma police dommages Tous Risques sauf..."

C’est faux. Les garanties Violences Politiques couvrent un champ plus large qu’une police Dommages, cette dernière sous-limitant généralement les actes de terrorisme, voire également les grèves, émeutes et mouvements populaires. Il est essentiel de noter que les évènements de plus grande intensité tels que les révolutions, les coups d’Etat, et les guerres sont exclus des programmes Dommages, dans la grande majorité des cas. Historiquement ces garanties ont toujours été offertes par le marché des Violences Politiques, mais n’ont souvent été souscrites que sur des géographies dites instables, et oubliées sur des régions plus sûres. La réalité nous rattrape et les exemples de l’Ukraine, du Haut-Karabagh et du Kosovo nous démontrent la nécessité de repenser à ces garanties.

Par ailleurs, l’augmentation de la sinistralité aussi bien en fréquence qu’en intensité impacte le marché de la réassurance, restreignant aussi bien les capacités que les garanties offertes pour les garanties Dommages « classiques », mais également pour les garanties Violences Politiques. Cette tendance a été initiée par une série de catastrophes climatiques et sociales qui ont affecté les résultats des assureurs et des réassureurs : Les ouragans Ian et Fiona aux États-Unis, les inondations en Allemagne, les épisodes de grêle en France, ainsi que la guerre en Ukraine, ou l’insurrection populaire en Afrique du Sud, sont autant d’évènements qui ont accéléré ce durcissement de la réassurance, incitant à resserrer les conditions pour le marché direct. Cette contraction a réduit l’offre proposée par le marché du Dommage sur les garanties Terrorisme et GEMP - en sous-limitant certaines garanties comme les Emeutes ou encore les Mouvements populaires - et permis aux assureurs spécialisés comme Beazley de reprendre une

place centrale en apportant des garanties spécifiques, larges et adaptées aux besoins des clients.

"Je n'ai pas besoin de couverture pour les Violences Politiques : je n'ai pas d'activités dans des zones à risque."

Encore une fois, nos expériences récentes démontrent qu'aucun assuré ni aucun secteur n'est à l'abri des violences politiques. En France, en particulier, la menace terroriste avait capté toute l'attention des assurés, laissant de côté certaines garanties essentielles, notamment celles liées aux GEMP. Le mouvement des Gilets Jaunes a rappelé aux Risk Managers et aux assureurs l'importance de ces garanties, ces derniers ayant indemnisé des sinistres d'une valeur d'environ 249 millions d'euros sur une période de 6 mois en 2019. Quatre ans plus tard, il est à noter que les violences urbaines en juin 2023, lors du décès du jeune Nahel à Nanterre, ont entraîné des pertes estimées à 730 millions d'euros, chiffre revu à la hausse par la fédération France Assureurs en septembre 2023, et ce en trois semaines d'émeutes. Ce chiffre peut s'expliquer en partie par la diversité géographique des sites touchés qui vont du centre de la capitale aux zones industrielles de provinces, et par la nature des biens endommagés allant de l'épicerie et bureau de tabac de quartier au centre commercial… Ce chiffre spectaculaire représente 3.5 fois le montant indemnisé au titre des émeutes de 2005 : peut-on aussi y voir le signe d'une meilleure couverture par le marché, que ce soit en termes de garanties, de montant ou encore du nombre d'assurés couverts ?

Aussi, et comme mentionné en préambule, il ne faut pas sous-estimer l'impact des réseaux sociaux et son effet amplificateur sur les évènements politiques, même sur un épiphénomène. Le climat social actuel, aidé par l'inflation galopante, l'anxiété écologique, les conflits armés, les coups d'états, crée la poudre nécessaire aux médias sociaux et à ses activistes pour enflammer la toile et les rues, que ce soient celles de Dakar, Hong-Kong, Johannesburg, ou de Paris.

"Je connais très bien mon secteur, il n'est pas affecté par ce type de problématiques."

La seule règle qui existe est qu'il n'y pas de règle. Il suffit qu'une entreprise soit dans un pays qui connait un French-bashing - souvent exacerbé par des activistes locaux, ou qu'elle se situe sur l'itinéraire d'une manifestation contre la réforme des retraites en France, ou qu'elle soit au cœur d'une émeute généralisée suite à un fait divers, pour devenir une cible potentielle. Les derniers évènements mondiaux de grande envergure ne permettent pas de déterminer un secteur plus exposé qu'un autre.

Les sinistres que nous avons eu à gérer et que nous gérons chez Beazley illustrent la diversité des secteurs touchés : grande distribution, luxe, secteur agricole, secteur tertiaire, BTP ou hôtellerie... Pour autant chaque secteur présente des risques inhérents à ses activités et à son profil de risque. Depuis toujours, la grande distribution a été la cible des émeutiers, que ce soit en milieu urbain ou en zone industrielle ; les banques et assurances celle des mouvements altermondialistes et sociaux ; les cinémas, les musées, les stades ou les parcs d'attractions ont été celle des terroristes ; les infrastructures critiques comme celles pour l'énergie sont, elles, la cible des belligérants… Notre expérience nous apprend que tous les secteurs

sont exposés à l’ensemble du spectre des Violences Politiques avec plus ou moins d’intensité. Le pire n’est pas toujours certain, mais il faut pour autant s’y préparer dans ce monde en profonde mutation : une garantie adéquate et sur-mesure contre les Violences Politiques, offerte par un marché expert et spécialisé, est une première étape vers plus de sérénité et de sécurité pour votre entreprise.

Nous sommes heureux chez Beazley de pouvoir vous accompagner sur cette première étape avec la mise à jour récente de notre de Police d’Assurance Terrorisme et Violences Politiques adaptée au marché français.

* selon le Civil Unrest Index de Verisk Maplecroft,

** selon le Global Protest Tracker de Carnegie Endowment

*** selon l’ACLED Conflict Index.

Maxime Hayes

Souscripteur - Risques politiques, Crédit, Terrorisme

beazley

©Beazley Group | LLOYD's Underwriters